

*Initiatives ministérielles*

nity—Conception, au mois de juin dernier quand il indiquait en cette Chambre: «Nous espérions procéder à l'adoption en troisième lecture avant l'ajournement d'été... mais, pour des raisons qu'il ne m'est pas nécessaire d'expliquer, il n'a pas été jugé bon de présenter le projet de loi à la Chambre.

En dernier ressort, j'ai posé au ministre la question suivante. Et je ne peux élaborer là-dessus, monsieur le Président, mais on se souviendra qu'au mois de juin dernier, on était en train d'assassiner l'Accord du lac Meech, et c'est une des raisons pour laquelle, en cette Chambre, on n'a pas procédé à l'adoption du projet de loi C-44, parce que les députés conservateurs du Québec à ce moment-là voulaient battre le projet de loi. Depuis ce temps-là, monsieur le Président, on n'en a pas entendu parler de députés conservateurs du Québec. Ils sont complètement à l'extérieur, en dehors de cette Chambre. Et tantôt, je voyais le ministre responsable de la technologie qui était en train de couvrir ses députés du Québec pour leur dire qu'il ne fallait pas voter contre ce projet-là, que c'était très bon.

Monsieur le Président, si c'était si bon que cela, ce projet-là, il n'y aurait pas de pleines pages payées dans les journaux de ce matin qui disent justement qu'il faut amender Hibernia, qu'il faut accorder au Québec sa juste part. Quand j'entends des députés conservateurs du Québec en dehors de cette Chambre qui nous disent, monsieur le Président, que la SNC a obtenu un contrat de 360 millions... C'est un contrat sur le marché international, monsieur le Président. Ce n'est pas un contrat qui est réservé à des firmes du Québec. C'est un contrat qui a été octroyé sur le marché international.

Nous demandons, monsieur le Président, et nous acceptons le fait qu'un module soit garanti à Terre-Neuve, mais nous demandons que les quatre autres modules soient offerts au marché canadien. Et si le marché canadien refuse ou n'est pas capable de le faire, on ira au marché étranger. Et, encore plus, monsieur le Président, on peut se poser de sérieuses questions, et la crédibilité du gouvernement actuellement... dans les sondages, on sait ce qui se passe, mais on accepte encore moins que l'opposition officielle joue le même jeu. Monsieur le Président, quand ces ententes-là ont été signées par le ministre responsable de l'Énergie, des Mines et des Ressources... et il a dit l'autre jour à la Chambre qu'il ne voulait pas renégocier, qu'il n'était pas question de renégocier cette entente-là, et il a même dit, et je le cite: «C'est stupide, c'est enfantin, et je ne vais pas rouvrir les négociations...», s'est écrié hier, à l'issue de la période des questions orales, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Monsieur le Président, on est en train de se faire «railroader». C'est pas compliqué. Le gouvernement canadien va mettre pas moins de 2,7 milliards de dollars

dans ce projet-là, et on n'est même pas sûr d'avoir des retombées au niveau canadien. Mais il faut le faire, monsieur le Président. Et d'autant plus que lorsque ça a été négocié, il n'y avait pas les problèmes du golfe Persique. Et qu'est-ce qui nous dit que demain le pétrole n'augmentera pas à 50 \$ ou à 60 \$ le baril. On sait qu'actuellement la négociation du baril est d'environ de 38 \$ à 40 \$. Par contre, dans l'entente du gouvernement, si le baril de pétrole est à moins de 25 \$, le gouvernement devra subventionner la différence. Si le prix du baril est supérieur à 25 \$, ce sont les compagnies pétrolières américaines comme la Mobil Oil qui vont bénéficier de l'ensemble des largesses du marché.

Monsieur le Président, Terre-Neuve s'est fait avoir, prétend s'être fait avoir avec les chutes Churchill. C'est allé même jusqu'en Cour suprême et cela a démontré que l'entente signée entre le Québec et Terre-Neuve était tout à fait légitime. Aujourd'hui, non seulement Terre-Neuve est en train de se faire avoir, mais tout le Canada va se faire avoir avec cette entente-là. Et c'est pourquoi nous sommes devenus en cette Chambre l'opposition officielle, parce que ni l'opposition, tantôt ils se donnaient des petits becs avec le gouvernement... le NPD, j'ai hâte de voir, en dernier ressort, ils va sûrement voter pour le projet de loi. Après avoir obtenu l'Ontario, il a maintenant un oeil sur les Maritimes. Nous autres, en cette Chambre, nous avons un oeil sur le Québec et nous voulons nous assurer que les intérêts supérieurs du Québec... et en passant, on défend en même temps les intérêts canadiens parce qu'on fait encore partie intégrante de la Constitution telle qu'elle est définie actuellement.

Monsieur le Président, le ministre responsable de l'Énergie, des Mines et des Ressources indiquait même il y a à peine quelques jours que le pétrole de Hibernia profitera avant tout aux Américains. Est-ce qu'on est en mesure avec la dette accumulée, avec les déficits qu'on nous indique, est-ce qu'on est en mesure, encore une fois, de faire cet effort-là, au bénéfice de qui? Des voisins américains. Et je ne veux pas entrer dans le libre-échange, on en a discuté depuis deux ans. Mais pour ce qui est d'Hibernia, j'ose espérer que dans les minutes qui vont suivre, le gouvernement va réaliser que c'est une erreur fondamentale que nous sommes en train de faire et d'autant plus, monsieur le Président, que le Sénat est fermé. Fermé par qui? Par les libéraux. Pourquoi se dépêcher à passer un projet de loi à la vapeur alors que le Sénat est fermé? Est-ce que c'est parce que le gouvernement conservateur veut passer immédiatement ce projet-là pour forcer les libéraux à ouvrir la porte du Sénat? C'est absolument incroyable, impensable et c'est même diabolique d'arriver à des mesures semblables simplement pour passer un projet de loi semblable!